

**Union européenne - Tunisie -  
Déclaration de la haute  
représentante, au nom de l'Union  
européenne, relative à l'alignement  
de certains pays tiers concernant  
des mesures restrictives -  
Communiqué de presse du conseil  
de l'Union européenne  
(Bruxelles, 13 février 2017)**

Le 27 janvier 2017, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2017/153 [parue le 28.1.2017 au journal officiel de l'Union européenne L 23, p. 19]. La décision du Conseil proroge les mesures existantes jusqu'au 31 janvier 2018. Les mesures en question consistent en un gel des avoirs et une interdiction de mise à disposition de fonds à l'encontre de 48 personnes considérées comme responsables du détournement de fonds publics tunisiens avant 2011.

L'ancienne république yougoslave de Macédoine\*, le Monténégro\*, la Serbie\* et l'Albanie\*, pays candidats, la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel, et l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'AELE membres de l'espace économique européen, ainsi que l'Ukraine, la république de Moldavie et la Géorgie se rallient à cette décision du Conseil.

Ces pays veilleront à ce que leurs politiques nationales soient conformes à cette décision du Conseil.

L'Union européenne prend acte de cet engagement et s'en félicite./.

\*L'ancienne république yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie continuent à participer au processus de stabilisation et d'association.